



**Basler
Kantonalbank**

Bank
Banque
Banca

CLER

Offre publique d'acquisition

de

Banque Cantonale de Bâle, Bâle, Suisse

concernant toutes les actions au porteur en mains du public,

d'une valeur nominale de CHF 20 chacune

de

Banque Cler SA, Bâle, Suisse

Prix de l'Offre:

La Banque Cantonale de Bâle, Bâle, Suisse (l'"**Offrante**" ou la "**Banque Cantonale de Bâle**") offre CHF 52.00 net en espèces par action au porteur de Banque Cler SA (la "**Société**" ou la "**Banque Cler**") d'une valeur nominale de CHF 20.00 chacune (les "**Actions Banque Cler**", chaque action, une "**Action Banque Cler**").

Le Prix de l'Offre est réduit du montant brut de tout effet de dilution sur les Actions Banque Cler causé par la Société avant l'Exécution. Sont notamment des "**Effets de Dilution**" les distributions ouvertes ou dissimulées en tout genre de Banque Cler (p. ex. paiements de dividendes, distributions en suite d'une réduction du capital-actions, remboursements de capital en tout genre, etc.), les augmentations de capital à un prix d'émission inférieur au Prix de l'Offre, les scissions par séparation ou division et autres transactions similaires, la vente d'Actions Banque Cler par la Société à un prix inférieur au Prix de l'Offre, l'achat d'actions propres par la Société à un prix supérieur au Prix de l'Offre respectivement, s'il est plus bas, au cours de bourse déterminant, l'émission de droits d'option ou de conversion ou d'autres instruments financiers se rapportant aux Actions Banque Cler à un prix inférieur à leur valeur de marché, la vente d'actifs essentiels par la Société à un prix inférieur à leur valeur de marché, ou l'achat d'actifs essentiels par la Société à un prix supérieur à leur valeur de marché (pour le calcul de laquelle le Prix de l'Offre est déterminant).

Durée de l'Offre:	Du 17 août 2018 au 13 septembre 2018, 16:00 heure avancée d'Europe centrale (HAEC) (sous réserve de toute prolongation de la Durée de l'Offre).
--------------------------	---

	Numéro de valeur	ISIN	Symbole de valeur
Actions au porteur de Banque Cler SA d'une valeur nominale de CHF 20 chacune	1'811'647	CH0018116472	BC

Prospectus d'offre du 2 août 2018 (le "**Prospectus d'Offre**")

Restrictions à l'Offre / Offer Restrictions

Généralités

L'offre publique d'acquisition décrite dans le présent Prospectus d'Offre (l'"**Offre**"), n'est pas faite et ne sera pas faite, ni directement ni indirectement, dans un pays ou une juridiction dans lequel/laquelle une telle Offre serait illicite ou enfreindrait de toute autre manière les lois ou réglementations en vigueur ou qui exigerait de la part de l'Offrante, ses actionnaires / propriétaire, l'une de ses filiales directes ou indirectes ou une personne agissant de concert avec l'Offrante, un changement ou une modification des termes ou des conditions de l'Offre de quelque manière que ce soit, l'introduction d'une requête supplémentaire auprès d'autorités gouvernementales, régulatrices ou toutes autres autorités, ou des démarches supplémentaires en lien avec l'Offre. Il n'est pas prévu d'étendre l'Offre à de tels pays ou juridictions. Les documents relatifs à l'Offre ne doivent être ni distribués ni envoyés dans de tels pays ou juridictions. Les documents relatifs à l'Offre ne doivent pas non plus être utilisés pour solliciter l'acquisition de titres de participation de la Société ni par des personnes résidant dans de tels pays ou juridictions ni par des entités qui y sont domiciliées.

Toute acceptation de l'Offre fondée sur une publicité active ou toute autre violation des restrictions susmentionnées ne sera pas acceptée.

L'acceptation de l'Offre par des personnes qui sont domiciliées dans un pays autre que la Suisse peut être soumise à des obligations et restrictions spécifiques. Il est de la seule responsabilité des destinataires de l'Offre de respecter ces règles et de vérifier, avant l'acceptation de l'Offre, leur existence et leur applicabilité conformément aux recommandations de leurs propres conseillers.

United States of America

The public tender offer described in this offer prospectus (the "**Offer**") is not being made directly or indirectly in or by use of the mail of, or by any means or instrumentality of interstate or foreign commerce of, or any facilities of a national securities exchange of, the United States of America and may only be accepted outside the United States of America. This includes, but is not limited to, facsimile transmission, telex or telephones. This offer prospectus and any other offering materials with respect to the Offer may not be distributed in nor sent to the United States of America and may not be used for the purpose of soliciting the sale or purchase of any securities of Bank Cler Ltd, Basel, Switzerland ("**Bank Cler**"), from anyone in the United States of America. Cantonal Bank of Basel, Basel, Switzerland (the "**Offeror**"), is not soliciting the tender of securities of Bank Cler by any holder of such securities in the United States of America. Securities of Bank Cler will not be accepted from holders of such securities in the United States of America. Any purported acceptance of the Offer that the Offeror or its agents believe has been made in or from the United States of America will be invalidated. The Offeror reserves the absolute right to reject any and all acceptances determined by it not to be in the proper form or the acceptance of which may be unlawful. A person tendering securities into this Offer will be deemed to represent that such person (a) is not a U.S. person, (b) is not acting for the account or benefit of any U.S. person, and (c) is not in or delivering the acceptance from, the United States of America.

United Kingdom

The communication of this offer prospectus and any other offer documents relating to the Offer is directed only at persons in the United Kingdom who (i) have professional experience in matters relating to investments falling within article 19(5) of The Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005 (the "**Order**"), (ii) are persons falling within article 49(2)(a) to (d) ('high net worth companies, unincorporated associations, etc.') of the Order, or (iii) are persons to whom it may otherwise lawfully be communicated (all such persons together being referred to as "**Relevant Persons**"). This communication must not be acted on or relied on by persons who are not Relevant Persons. Any investment or investment activity to which this communication relates is available only to Relevant Persons and will be engaged in only with Relevant Persons. Persons distributing this offer prospectus must satisfy themselves that it is lawful to do so.

Australia, Canada and Japan

The Offer described in in this offer prospectus is not addressed to shareholders of Bank Cler whose place of residence, seat or habitual abode is in Australia, Canada or Japan, and such shareholders may not accept the Offer.

Déclarations Prospectives

Ce Prospectus d'Offre comprend des déclarations qui sont ou peuvent être considérées comme des déclarations prospectives. Des déclarations prospectives peuvent être identifiées par l'emploi de termes tels que "aligne", "estime", "anticipe", "attend", "a l'intention de", "vise", "peut", "va", "prévoit", "continue" ou "devrait" ou d'autres terminologies équivalentes. Ces déclarations prospectives contiennent des déclarations portant sur des éléments qui ne sont pas des faits historiques ou qui ne peuvent pas être démontrés par une référence à des événements passés. De par leur nature, les déclarations prospectives impliquent des risques connus et inconnus ainsi que des incertitudes parce qu'elles concernent des événements et/ou dépendent de circonstances qui peuvent survenir ou non dans le futur.

Offre publique d'acquisition de l'Offrante concernant Banque Cler ("Offre" ou "Offre d'achat")

Sociétés et parties impliquées, contexte et objectif de l'Offre

La Banque Cantonale de Bâle a été fondée selon le droit suisse le 1^{er} octobre 1899 (respectivement inscrite au registre du commerce le 4 octobre 1899) et est un établissement indépendant de droit public du canton de Bâle-Ville avec siège à Bâle selon la loi sur la Banque cantonale de Bâle du 9 décembre 2015 (modifiée dernièrement le 6 juin 2016) (la "**Loi BCB**"). Elle dispose d'un capital de dotation de CHF 304'000'000.00, mis à sa disposition pour une durée indéterminée par le canton de Bâle-Ville, et d'un capital de participation de CHF 50'150'000.00, divisé en 5'900'000 bons de participation d'une valeur nominale de CHF 8.50 chacun. Les bons de participation de la Banque Cantonale de Bâle se négocient à la SIX Swiss Exchange ("**SIX**") depuis le 1^{er} juillet 1986 (numéro de valeur 923'646, symbole de valeur: BSKP). La Banque Cantonale de Bâle exploite une banque universelle. Au 31 décembre 2017, la Banque Cantonale de Bâle avait un total du bilan de CHF 24.1 milliards, disposait de fonds de la clientèle (dépôts clients, obligations de caisse) d'un total de CHF 12.3 milliards, réalisait un bénéfice annuel de CHF 102.6 millions et occupait 797 employés.

Banque Cler est une société anonyme de droit suisse avec siège à Bâle, Suisse. Les Actions Banque Cler se négocient à la SIX depuis le 7 mai 2004 (numéro de valeur 1'811'647, symbole de valeur: BC). Banque Cler a pour but l'exploitation d'une banque universelle.

La Banque Cler est une filiale majoritairement contrôlée par la Banque Cantonale de Bâle depuis le 14 février 2000. Au 31 juillet 2018, la Banque Cantonale de Bâle détient directement un total de 13'081'374 actions au porteur de Banque Cler, correspondant à 77.52% du capital-actions et des droits de vote de Banque Cler.

Par le biais de cette Offre, la Banque Cantonale de Bâle a l'intention d'acquérir 100% des Actions Banque Cler pour utiliser de manière encore plus favorable les potentiels existants de croissance et de synergie.

Au 31 juillet 2018, la Banque Cler n'a pas de filiales directes ou indirectes.

L'Offrante et Banque Cler ont signé le 31 juillet 2018 une convention de transaction (la "**Convention de Transaction**"), aux termes de laquelle le conseil d'administration de Banque Cler s'est engagé à recommander aux actionnaires de Banque Cler d'accepter l'Offre (cf. la section D.4.1 [*Conventions en rapport avec l'Offre entre l'Offrante et ses actionnaires ainsi que Banque Cler*]).

Pour le cas où l'Offrante détient, après l'Exécution, plus de 98% des droits de vote de la Société, l'Offrante se réserve le droit de requérir l'annulation des Actions Banque Cler restantes au sens de l'art. 137 de la loi fédérale sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés ("**LIMF**"). Si suite à l'Exécution l'Offrante venait à détenir entre 90% et 98% des droits de vote de la Société, l'Offrante se réserve le droit de fusionner la Société avec l'Offrante, respectivement avec une filiale suisse directe ou indirecte de l'Offrante, et de dédommager en espèces les détenteurs des Actions Banque Cler restantes au sens de l'art. 8 al. 2 de la loi fédérale sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine ("**LFus**").

De plus, l'Offrante demandera à la Banque Cler, après l'exécution de l'Offre, de requérir la décotation des Actions Banque Cler auprès de la SIX selon les dispositions de la SIX.

A. L'Offre

1. Annonce Préalable

L'Offre a fait l'objet d'une annonce préalable (l'"**Annonce Préalable**") conformément aux art. 5 ss de l'ordonnance de la Commission des OPA sur les offres publiques d'acquisition (l'"**Ordonnance sur les OPA**" ou l'"**OOPA**").

L'Annonce Préalable a été publiée le 20 juin 2018, avant l'ouverture du négoce à la SIX, en allemand et en français sur le site internet de l'Offrante de même que sur le site internet de la Commission des OPA (la "**COPA**") et a également été diffusée conformément à l'Ordonnance sur les OPA.

2. Objet de l'Offre

Sous réserve des restrictions à l'Offre précitées et des explications qui suivent, l'Offre porte sur toutes les Actions Banque Cler en mains du public. L'Offre ne porte ni sur les Actions Banque Cler détenues en tant qu'actions propres par la Société, ni sur les Actions Banque Cler détenues par l'Offrante ou par l'une de ses filiales ou par des personnes agissant de concert avec l'Offrante ou par une société qui lui est affiliée.

En conséquence, l'Offre porte sur un nombre maximal de 3'793'289 Actions Banque Cler calculé au 31 juillet 2018 comme suit:

	Actions Banque Cler
Nombres d'Actions Banque Cler émises et cotées (selon le nombre d'actions inscrites au registre du commerce au 31 juillet 2018)	16'875'000
– Sous déduction des Actions Banque Cler détenues par l'Offrante et par ses filiales (à l'exclusion de Banque Cler)	13'081'374
– Sous déduction des actions propres détenues par Banque Cler (selon les indications de Banque Cler)	337
– Sous déduction des Actions Banque Cler détenues par d'autres personnes agissant de concert avec l'Offrante (à l'exclusion de Banque Cler)	0
Nombre d'Actions Banque Cler sur lesquelles porte l'Offre	3'793'289

3. Prix de l'Offre

Le prix de l'Offre pour chaque Action Banque Cler visée par l'Offre s'élève à CHF 52.00 net en espèces (le "**Prix de l'Offre**").

Le Prix de l'Offre est réduit du montant brut de tout effet de dilution sur les Actions Banque Cler causé par la Société avant l'Exécution de l'Offre (l'"**Exécution**"). Sont notamment des "**Effets de Dilution**" les distributions ouvertes ou dissimulées en tout genre de Banque Cler (p. ex. paiements de dividendes, distributions en suite d'une réduction du capital-actions, remboursements de capital en tout genre, etc.), les augmentations de capital à un prix d'émission inférieur au Prix de l'Offre, les scissions par séparation ou division et autres transactions similaires, la vente d'Actions Banque Cler par la Société à un prix inférieur au Prix de l'Offre, l'achat d'actions propres par la Société à un prix supérieur au Prix de l'Offre respectivement, s'il est plus bas, au cours de bourse déterminant, l'émission de droits d'option ou de conversion ou d'autres instruments financiers se rapportant aux Actions Banque Cler à un prix inférieur à leur valeur de marché, la vente d'actifs essentiels par la Société à un prix inférieur à leur valeur de marché, ou l'achat d'actifs essentiels par la Société à un prix supérieur à leur valeur de marché (pour le calcul de laquelle le Prix de l'Offre est déterminant).

Les statuts de Banque Cler contiennent depuis le 23 avril 1999 une clause d'opting out (à ce moment-là, l'art. 5) selon laquelle un acquéreur d'Actions Banque Cler n'est pas tenu de présenter une offre publique d'acquisition selon les articles 125, 135 et 163 LIMF. En conséquence – et ce également en raison du fait que l'Offrante a déjà dépassé le seuil de participation de 33⅓% - les dispositions du droit boursier concernant le prix minimal ne sont pas applicables.

Le Prix de l'Offre implique une prime de 23.0% par rapport au cours moyen pondéré par les volumes de toutes les transactions boursières sur les Actions Banque Cler exécutées sur la SIX durant les soixante (60) jours de négoce à la SIX (chacun un "**Jour de Négoce**") précédant la publication de l'Annonce Préalable (lequel s'élève à CHF 42.28). Le Prix de l'Offre implique ainsi une prime de 25.6% par rapport au cours de clôture en bourse des Actions Banque Cler sur la SIX le 19 juin 2018 (le dernier Jour de Négoce précédant l'Annonce Préalable), qui s'élevait à CHF 41.40.

4. **Délai de Carence**

Sous réserve d'une prolongation par la COPA, le délai de carence est de dix (10) Jours de Négoce à compter de la publication du Prospectus d'Offre et durera donc du 3 août 2018 au 16 août 2018 (le "**Délai de Carence**"). L'Offre ne pourra être acceptée qu'après l'échéance du Délai de Carence.

5. **Durée de l'Offre**

Si le Délai de Carence n'est pas prolongé par la COPA et sous réserve d'une éventuelle prolongation (telle que mentionnée ci-après), avec la publication du présent Prospectus d'Offre le 2 août 2018, l'Offre restera ouverte à l'acceptation pendant vingt (20) Jours de Négoce. L'Offre sera ainsi vraisemblablement ouverte à l'acceptation du 17 août 2018 au 13 septembre 2018, 16h00 HAEC (la "**Durée de l'Offre**").

L'Offrante se réserve le droit de prolonger la Durée de l'Offre une ou plusieurs fois jusqu'à un maximum de quarante (40) Jours de Négoce. Une prolongation de la Durée de l'Offre au-delà de quarante (40) Jours de Négoce nécessite l'accord préalable de la COPA.

6. **Délai Supplémentaire d'Acceptation**

A l'échéance de la Durée de l'Offre (éventuellement prolongée) et dans la mesure où l'Offre aboutit, un délai supplémentaire d'acceptation de dix (10) Jours de Négocier commencera à courir pour l'acceptation ultérieure de l'Offre.

Si le Délai de Carence n'est pas prolongé par la COPA et si la Durée de l'Offre n'est pas non plus prolongée, le délai supplémentaire d'acceptation courra vraisemblablement du 20 septembre 2018 au 3 octobre 2018, 16h00 HAEC (le "**Délai Supplémentaire d'Acceptation**").

7. **Conditions de l'Offre, renonciation aux Conditions de l'Offre, durée de validité des Conditions de l'Offre et Report**

7.1 **Conditions de l'Offre**

L'Offre est soumise aux conditions suivantes (les "**Conditions de l'Offre**"):

a) **Taux d'acceptation minimum**

A l'expiration de la Durée de l'Offre (éventuellement prolongée), l'Offrante doit avoir reçu des déclarations d'acceptation valables et irrévocables pour un nombre d'Actions Banque Cler qui, additionnées au nombre d'Actions Banque Cler détenues par l'Offrante et ses filiales à l'expiration de la Durée de l'Offre (éventuellement prolongée) (sans compter toutefois les Actions Banque Cler détenues par la Société) représentent au moins 90% de toutes les Actions Banque Cler émises à l'expiration de la Durée de l'Offre (éventuellement prolongée).

b) **Absence d'interdiction**

Aucun jugement, décision, ordre ou autre mesure d'une autorité, ayant pour effet d'empêcher, d'interdire ou de déclarer illicite l'Offre ou son exécution, ne doit avoir été prononcé.

7.2 **Renonciation à des Conditions de l'Offre**

L'Offrante se réserve le droit de renoncer, en tout ou en partie, à une ou plusieurs des Conditions de l'Offre.

7.3 **Durée de validité des Conditions de l'Offre et Report**

Les règles suivantes sont applicables s'agissant de la durée de validité des Conditions de l'Offre:

- a) La condition a) est en force et déploie ses effets pour la période allant jusqu'à l'expiration de la Durée de l'Offre (éventuellement prolongée).
- b) La condition b) est en force et déploie ses effets pour la période allant jusqu'à l'Exécution.

- c) Si la condition a) n'est pas satisfaite ou qu'il n'a pas été renoncé à sa réalisation avant l'expiration de la Durée de l'Offre (éventuellement prolongée), l'Offrante se réserve le droit de déclarer que l'Offre a échoué.
- d) Si la condition b) n'est pas satisfaite ou qu'il n'y a pas été renoncé d'ici à la date d'Exécution, l'Offrante est autorisée à déclarer l'Offre comme ayant échoué ou à en différer l'Exécution pour une période pouvant aller jusqu'à quatre (4) mois après l'expiration du Délai Supplémentaire d'Acceptation (le "**Report**").

Durant le Report, l'Offre demeure soumise à la condition b), tant que, et dans la mesure où, cette dernière ne sera pas réalisée et que l'Offrante n'aura pas renoncé à sa réalisation. A moins que, après le Report, l'Offrante ne sollicite un report supplémentaire de l'Exécution et que la COPA ne consente à un tel report, l'Offrante déclarera l'Offre comme ayant échoué si les conditions susmentionnées n'ont pas été satisfaites ou qu'il n'a pas été renoncé à leur réalisation pendant le Report.

B. Informations sur Banque Cantonale de Bâle (Offrante)

1. Raison sociale, siège, capital, propriétaire et activité

La Banque Cantonale de Bâle a été fondée selon le droit suisse le 1^{er} octobre 1899 (respectivement inscrite au registre du commerce le 4 octobre 1899) et est un établissement indépendant de droit public du canton de Bâle-Ville selon la Loi BCB. L'Offrante dispose d'un capital de dotation de CHF 304'000'000.00, entièrement et directement détenu par le canton de Bâle-Ville, et d'un capital de participation de CHF 50'150'000.00, divisé en 5'900'000 bons de participation d'une valeur nominale de CHF 8.50 chacun. Les bons de participation de la Banque Cantonale de Bâle se négocient à la SIX depuis le 1^{er} juillet 1986 (numéro de valeur 923'646, symbole de valeur: BSKP).

Au 31 décembre 2017, la Banque Cantonale de Bâle avait un total du bilan de CHF 24.1 milliards, disposait de fonds de la clientèle (dépôts clients, obligations de caisse) d'un total de CHF 12.3 milliards, réalisait un bénéfice annuel de CHF 102.6 millions et occupait 797 employés.

Le siège de la Banque Cantonale de Bâle est à Bâle. Le but social a la teneur suivante selon le § 2 de la Loi BCB (traduction française libre de la version officielle allemande):

¹ La Banque Cantonale de Bâle exploite une banque universelle. Elle permet à sa clientèle de placer ses économies et autres fonds de manière sûre et rapportant intérêts.

² Elle permet en premier lieu, selon ses moyens et en fonction de la situation sur les marchés de l'argent et des capitaux, à la population et à l'économie du canton de Bâle-Ville des petites entreprises jusqu'aux grandes de satisfaire leurs besoins en crédits et en argent.

³ Elle contribue, en tenant compte en particulier des besoins actuels de la population, de l'économie et du secteur public, à un développement du canton de Bâle-Ville équilibré et durable d'un point de vue écologique, économique et social, sans mettre en danger en même temps la faculté de générations futures de satisfaire leurs propres besoins.

⁴ Elle encourage l'égalité des chances et de droit.

⁵ Elle doit être dirigée selon les principes commerciaux et cherche à réaliser des profits appropriés compte tenu de son but social."

L'activité effective de l'Offrante est conforme aux dispositions légales.

Le capital de dotation est mis à la disposition de l'Offrante pour une durée indéterminée par le canton de Bâle-Ville.

Selon le § 9 de la Loi-BCB, l'Offrante dispose d'une garantie étatique du canton de Bâle-Ville (traduction française libre de la version officielle allemande):

"¹ La Banque Cantonale de Bâle répond en premier lieu avec ses moyens propres de ses obligations; le Canton de Bâle-Ville répond en second lieu de ces mêmes obligations.

² La garantie étatique ne porte pas

- a) sur le capital de participation,
- b) sur les dettes subordonnées de la Banque Cantonale de Bâle,
- c) sur les dettes de la Banque Cantonale de Bâle à l'égard de ses filiales ou de sociétés qu'elle contrôle ainsi qu'à l'égard de leurs créanciers ou associés,
- d) sur les dettes-même des filiales et des sociétés contrôlées.

³ La Banque Cantonale de Bâle indemnise le canton pour la garantie étatique."

Outre son capital de dotation, le capital social de l'Offrante se compose de son capital de participation, lequel est négocié à la SIX et sans droit de vote.

2. Personnes agissant de concert avec l'Offrante

En raison du contrôle préexistant (depuis le 14 février 2000), la Banque Clerc est considérée comme agissant de concert avec l'Offrante au sens de l'art. 11 al. 1 OOPA.

Le canton de Bâle-Ville (comprenant également toutes les autres sociétés contrôlées directement ou indirectement par le canton de Bâle-Ville, à l'exception de la Société) n'agit pas de concert avec l'Offrante au sens de l'art. 11 al. 1 OOPA. Le département des finances du canton de Bâle-Ville, en sa qualité de représentant du propriétaire, a été consulté conformément à l'article 5 de la stratégie du propriétaire (<https://www.bkb.ch/eignerstrategie> [site internet en langue allemande uniquement]), mais il n'a pas influencé et n'influence ni l'acquisition de la Société par l'Offrante ni les décisions précédant la présente acquisition. Le canton de Bâle-Ville n'intervient de manière générale pas dans les décisions stratégiques comparables quant à leur nature ou quant à leur importance pour l'Offrante. Le soutien financier de l'Offrante par le canton de Bâle-Ville se limite au capital de dotation et à la garantie étatique selon le § 9 de la Loi BCB (à cet égard, cf. la section B.1 [*Raison sociale, siège, capital, propriétaire et activité*]). Conformément au § 11 par. 5 de la Loi BCB, les personnes suivantes ne sont pas éligibles au Conseil de banque, à savoir à l'organe suprême de la Banque Cantonale de Bâle: a) les membres du Grand Conseil, ceux du Conseil d'Etat et les autres magistrats, b) les employés de l'administration cantonale, c) les membres de conseils d'administration d'autres établissements publics du canton de Bâle-Ville.

3. Principaux Actionnaires / Propriétaire

Le canton de Bâle-Ville détient l'intégralité du capital de dotation et dispose de tous les droits de vote de l'Offrante.

Outre son capital de dotation, le capital social de l'Offrante se compose de son capital de participation, lequel est négocié à la SIX et sans droit de vote.

4. Rapports de gestion

Les rapports de gestion de l'Offrante sont publiés sur la page d'accueil de son site internet (<https://www.bkb.ch/BaslerKantonalbank/Investoren/Berichterstattung> [site internet en langue allemande uniquement]).

5. Achats et ventes d'actions et de dérivés de participation de Banque Cler

Au cours des douze (12) mois qui ont précédé la date de l'Annonce Préalable, l'Offrante n'a pas acquis ni vendu des Actions Banque Cler ou des dérivés de participation se rapportant à des Actions Banque Cler.

Pendant la même période, la Banque Cler a (i) acquis 1'629 Actions Banque Cler qu'elle a transférées dans les dépôts de certains de ses employés à l'occasion de leur anniversaire de service (hors du propre portefeuille de Banque Cler) et (ii), en date du 5 juillet 2017 et dans le cadre de ses programmes de participation des collaborateurs, transféré 3'311 Actions Banque Cler qu'elle détenait alors comme actions propres aux employés concernés de Banque Cler. Au demeurant, Banque Cler n'a, pendant la même période, pas acquis ni vendu des Actions Banque Cler ou des dérivés de participation se rapportant à des Actions Banque Cler.

Depuis la date de l'Annonce Préalable (20 juin 2018) et jusqu'au 31 juillet 2018 compris, l'Offrante a acquis un total de 304'773 Actions Banque Cler. L'intégralité de ces Actions Banque Cler ont été acquises par l'Offrante dans le cadre d'achats effectués sur le marché. L'Offrante a payé pour ces Actions Banque Cler à chaque fois le montant maximal de CHF 52.00 (à cet égard, cf. aussi les annonces de transactions de l'Offrante publiées sur le site internet de la COPA). Pendant la même période (du 20 juin 2018 au 31 juillet 2018), l'Offrante n'a pas vendu des Actions Banque Cler et elle n'a ni acquis ni vendu des dérivés de participation se rapportant à des Actions Banque Cler.

Pendant la même période (du 20 juin 2018 au 31 juillet 2018), Banque Cler a, en date du 18 juillet 2018 et dans le cadre de ses programmes de participation des collaborateurs, transféré 6'442 Actions Banque Cler qu'elle détenait alors comme actions propres aux employés concernés de Banque Cler. Au demeurant, Banque Cler n'a, pendant la même période, pas acquis ni vendu des Actions Banque Cler ou des dérivés de participation se rapportant à des Actions Banque Cler.

6. Participation dans Banque Cler

Au 31 juillet 2018, un total de 16'875'000 Actions Banque Cler sont émises selon l'inscription au registre du commerce. L'Offrante ainsi que les personnes agissant de concert avec elle en vue de l'Offre (à l'exclusion de Banque Cler) détiennent au

31 juillet 2018 un total de 13'081'374 Actions Banque Cler, correspondant à 77.52% du capital-actions et des droits de vote de Banque Cler.

Au 31 juillet 2018, la Banque Cler détient 337 actions propres. La Banque Cler n'a pas de filiales directes ou indirectes au 31 juillet 2018.

C. Financement

Le financement de l'Offre sera effectué au moyen de ressources propres liquides de l'Offrante.

D. Informations sur Banque Cler SA (Société)

1. Raison sociale, siège, capital-actions, activité et rapport de gestion

Banque Cler est une société anonyme de droit suisse avec siège à Bâle, Suisse, et fondée pour une durée indéterminée. Son but social principal est l'exploitation d'une banque universelle et elle procède à toutes les opérations bancaires et financières qui lui sont possibles. Elle peut exercer des activités dans des branches para-bancaires ou dans des secteurs en rapport avec sa situation de banque universelle, à chaque fois avec son principal champ d'activité situé en Suisse mais également en conformité avec le règlement de gestion à l'étranger, acquérir, grever, vendre et administrer des immeubles ainsi que prendre des participations à d'autres entreprises, notamment d'autres sociétés bancaires, financières et de services.

Au 31 juillet 2018, Banque Cler dispose d'un capital-actions de CHF 337'500'000.00 divisé en 16'875'000 actions au porteur d'une valeur nominale de CHF 20.00 chacune.

Banque Cler ne dispose ni d'un capital conditionnel ni d'un capital autorisé.

Les Actions Banque Cler sont cotées à la SIX selon le Swiss Reporting Standard de la SIX sous le numéro de valeur 1'811'647 (ISIN CH0018116472; symbole de valeur: BC).

Les rapports de gestion de Banque Cler (y compris le rapport de rémunération et le rapport de corporate governance) pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2016, respectivement 2017, ont été publiés le 23 mars 2017, respectivement le 8 mars 2018, et le rapport semestriel de Banque Cler au 30 juin 2018 a été publié le 19 juillet 2018; ces documents sont accessibles sous <https://www.cler.ch/fr/banque-cler/investisseurs/rapport-de-gestion/>.

2. Opting Out

Les statuts de Banque Cler contiennent depuis le 23 avril 1999 une clause d'opting out (à ce moment-là, l'art. 5) selon laquelle un acquéreur d'Actions Banque Cler n'est pas tenu de présenter une offre publique d'acquisition selon les articles 125, 135 et 163 LIMF. En conséquence – et ce également en raison du fait que l'Offrante a déjà dépassé le seuil de participation de 33⅓% - les dispositions du droit boursier concernant le prix minimal ne s'appliquent pas à cette Offre.

3. Intentions de l'Offrante concernant Banque Cler, son conseil d'administration et sa direction

L'Offrante a l'intention d'obtenir en suite de la présente Offre 100% des Actions Banque Cler.

Pour le cas où l'Offrante détiendrait, après l'Exécution de l'Offre, plus de 98% des droits de vote de Banque Cler, l'Offrante a l'intention de requérir l'annulation des Actions Banque Cler restantes au sens de l'art. 137 LIMF.

Si suite à l'Exécution l'Offrante venait à détenir entre 90% et 98% des droits de vote de Banque Cler, l'Offrante a l'intention de fusionner Banque Cler avec l'Offrante, respectivement avec une filiale suisse directe ou indirecte de l'Offrante. Dans ce cas, les actionnaires publics restants de Banque Cler n'obtiendraient pas des parts de la société reprenante mais un dédommagement (en espèces). Les conséquences fiscales suisses d'une telle fusion avec dédommagement pour les personnes fiscalement domiciliées en Suisse qui détiennent leurs Actions Banque Cler dans leur fortune privée et pour les investisseurs étrangers peuvent s'avérer nettement plus négatives que les conséquences fiscales découlant de l'acceptation de l'Offre (à cet égard, cf. la section I.7 [*Conséquences fiscales possibles*]).

L'Offrante entend par ailleurs demander à Banque Cler, après l'Exécution de l'Offre, de requérir la décotation des Actions Banque Cler auprès de la SIX, selon les dispositions de cette dernière (à cet égard, cf. la section D.4.1 [*Conventions en rapport avec l'Offre entre l'Offrante et ses actionnaires ainsi que Banque Cler*]).

L'Offrante a l'intention, après l'Exécution de l'Offre, de renforcer les potentiels de croissance et de synergie avec la Banque Cler. La Banque Cler devrait ainsi continuer d'exercer son activité en qualité de filiale indépendante de l'Offrante avec son propre réseau de filiales et avec sa propre présence sur le marché conformément à la stratégie qu'elle a suivie jusqu'alors. De possibles mesures visant à renforcer l'utilisation des potentiels de synergies peuvent comprendre, par exemple, une simplification de la structure de direction du groupe ou une concentration de prestations de services, respectivement leur externalisation à des tiers. L'Offrante a entamé des premières clarifications quant à de possibles mesures. L'Offrante a l'intention de mettre en œuvre de manière socialement responsable une éventuelle réduction des effectifs y afférente. L'Offrante procurera davantage d'informations quant à de possibles mesures conformément à ses obligations légales.

L'Offrante ne prévoit pas à ce stade de changer la composition du conseil d'administration ou celle de la direction de Banque Cler.

Un changement de la politique de dividendes de Banque Cler n'est pas non plus envisagé.

Des conséquences directes de la prise de contrôle totale sont la suppression du Market Making de la Banque cantonale de Zurich pour les Actions Banque Cler et des simplifications dans la tenue des prochaines assemblées générales de Banque Cler par l'Offrante en tant que future actionnaire unique.

4. Conventions entre l'Offrante et ses actionnaires / propriétaire ainsi que Banque Cler, ses organes et ses actionnaires

4.1 Conventions en rapport avec l'Offre entre l'Offrante et ses actionnaires ainsi que Banque Cler

Convention de Transaction

Le 31 juillet 2018, l'Offrante et Banque Cler ont conclu la Convention de Transaction, qui a été approuvée par le conseil d'administration de Banque Cler par 4 voix contre 1 (sans la participation de Dr. Andreas Sturm et de Dr. Ralph Lewin) et dans laquelle il a pour l'essentiel été convenu ce qui suit (les éléments suivants constituent un résumé des dispositions essentielles):

- L'Offrante s'est engagée à soumettre l'Offre, et Banque Cler et son conseil d'administration, sur la base d'une attestation d'équité (*fairness opinion*) établie par PricewaterhouseCoopers SA selon les exigences de la COPA, se sont engagés à soutenir l'Offre et à recommander son acceptation aux actionnaires, notamment par le biais de la recommandation figurant dans le rapport du conseil d'administration dans la section F (*Rapport du conseil d'administration de Banque Cler au sens de l'art. 132 LIMF*).
- Pendant la durée de validité de la Convention de Transaction, Banque Cler (y compris les organes et les délégués de Banque Cler) s'interdit de solliciter une offre d'un tiers ou une transaction susceptible de faire concurrence à la présente Offre ("**Transactions Tiers**"). Toutefois, Banque Cler a le droit, en réponse à une offre formulée de bonne foi par écrit et non sollicitée pour une Transaction Tiers que le conseil d'administration considérerait de bonne foi, en prenant compte de toutes les circonstances pertinentes (inclusivement les risques d'exécution), et en accord avec son obligation légale de fidélité, comme plus favorable pour les actionnaires de Banque Cler que l'Offre ("**Proposition Supérieure**"), de participer à des discussions et à des négociations, qui n'auraient pas été initiées ou incitées par Banque Cler, avec le tiers, pour autant que le tiers ait fait part de son intention sérieuse de publier une Proposition Supérieure et pour autant que le conseil d'administration de Banque Cler ne soit pas de l'avis que tel tiers ne dispose pas des moyens financiers ou ne disposera pas de tels moyens au moment de l'exécution, pour publier et exécuter une offre concurrente.
- Le conseil d'administration de Banque Cler n'est pas autorisé à (i) retirer sa recommandation au sujet de l'Offre, la modifier de manière défavorable à l'Offrante ou rendre public un tel retrait ou une telle modification, (ii) conclure ou approuver une déclaration d'intention, un accord général ou un accord d'achat ou tout autre accord portant sur une Transaction Tiers ou (iii) conclure une Transaction Tiers, approuver ou recommander une telle Transaction Tiers ou rendre public une telle approbation ou recommandation, à moins que le conseil d'administration ne reçoive une Proposition Supérieure jusqu'à la fin de la Durée de l'Offre.

- Banque Cler s'engagera et s'est engagée à faire en sorte que les organes ou délégués de Banque Cler ne concluent ou n'exécutent pas de transactions qui enfreindraient la Best Price Rule au sens de l'art. 10 OOPA, en particulier à ne pas acheter ou conclure une convention d'achat concernant des Actions Banque Cler ou tout autre instrument financier ou droit se référant à des Actions Banque Cler (y compris des instruments financiers ou d'autres droits réglés en trésorerie).
- Banque Cler s'est engagée à poursuivre ses activités dans le cadre du cours ordinaire des affaires et conformément à sa pratique jusqu'alors et, dans la mesure admissible au regard de la loi, à ne pas conclure ou exécuter certaines affaires dans ce contexte sans l'assentiment de l'Offrante.
- Le délai de blocage des actions de collaborateurs de Banque Cler doit être abrogé en cas d'aboutissement de l'Offre afin que les actions de collaborateurs puissent être présentées à l'acception pendant le Délai Supplémentaire d'Acceptation. Le conseil d'administration de Banque Cler a décidé d'adapter le règlement en conséquence.
- Banque Cler s'est engagée, après l'Exécution de l'Offre et sur requête écrite de l'Offrante, à requérir immédiatement, au plus tard dans les dix ouvrables, la décotation des Actions Banque Cler selon les dispositions de la SIX.
- L'Offrante a confirmé dans la Convention de Transaction ne pas prévoir à ce stade de changer la composition du conseil d'administration ou celle de la direction de Banque Cler.
- L'Offrante s'est engagée à (i) faire en sorte que soit portée à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale ordinaire de Banque Cler la décharge des personnes qui étaient membres du conseil d'administration ou de la direction au moment de la signature de la Convention de Transaction et/ou au moment de l'Exécution de l'Offre, (ii) exercer ou faire en sorte que soit exercé le droit de vote pour toutes les Actions Banque Cler détenues par elle de manière directe ou indirecte en faveur de la décharge des personnes précitées et (iii) renoncer à toute prétention contre ces personnes en rapport avec leurs actions ou omissions dans le cadre de leurs fonctions en tant que membres du conseil d'administration ou de la direction, sous réserve de commissions ou omissions intentionnelles.
- Les parties sont convenues que la Banque Cler devrait continuer d'exercer son activité en qualité de filiale indépendante de l'Offrante avec son propre réseau de filiales et avec sa propre présence sur le marché conformément à la stratégie qu'elle a suivie jusqu'alors. Au demeurant, il est en particulier convenu que des possibilités de synergies devraient être mises en œuvre de manière socialement responsable.
- Les parties ont donné certaines assurances et garanties usuelles pour une convention de transaction.
- La Convention de Transaction peut être résiliée par écrit à certaines conditions, y compris (i) par l'accord écrit des deux parties, (ii) par l'Offrante si le conseil d'administration de Banque Cler ne recommande pas aux actionnaires de Banque Cler d'accepter l'Offre et (iii) par chaque partie si (x) l'Offre n'aboutit pas, que

(y) l'autre partie ne respecte pas des obligations essentielles découlant de la Convention de Transaction et que (z) le conseil d'administration de Banque Cler retire sa recommandation sur la base des dispositions pertinentes de la Convention de Transaction.

- Aucun *break-fee* n'a été convenu, ce qui signifie qu'une éventuelle résiliation de la Convention de Transaction ne peut engendrer une obligation de payer des dommages-intérêts qu'en cas de violation contractuelle préalable.

4.2 Contrats cadres et Service Level Agreements entre l'Offrante et Banque Cler

L'Offrante et Banque Cler ont conclu deux contrats cadres prévoyant une collaboration renforcée entre l'Offrante et Banque Cler par le biais d'une concentration de diverses fonctions et procédures dans des domaines d'infrastructure et d'activités partagés. Les différentes prestations de services sont réglées dans des contrats de prestations de services (Service Level Agreements) pour chaque domaine d'infrastructure et d'activité. Ces contrats ne portent pas sur l'Offre et n'ont en particulier aucune influence sur le Prix de l'Offre.

4.3 Absence d'autres accords

Hormis les accords résumés ci-dessus, il n'existe pas d'autres accords portant sur l'Offre entre l'Offrante, ses actionnaires / propriétaire et ses filiales d'une part et Banque Cler, les membres de son conseil d'administration et direction et ses actionnaires d'autre part.

4.4 Informations confidentielles

L'Offrante atteste au sens de l'art. 23 al. 2 OOPA que ni l'Offrante ni les personnes agissant de concert avec elle n'ont obtenu directement ou indirectement de Banque Cler des informations confidentielles sur Banque Cler, susceptibles d'influencer de manière déterminante la décision des destinataires de l'Offre, à l'exception des informations publiées dans le présent Prospectus d'Offre, dans le rapport du conseil d'administration de Banque Cler ou qui ont été rendues publiques d'une autre manière.

E. Rapport de l'organe de contrôle Deloitte SA conformément à l'art. 128 LIMF

Rapport de l'organe de contrôle conformément à l'art. 128 de la loi fédérale sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés (LIMF)

En notre qualité d'organe de contrôle reconnu pour la vérification d'offres publiques d'acquisition au sens de la LIMF, nous avons procédé au contrôle du Prospectus d'Offre de la Banque Cantonale de Bâle ("Offrante"). Le rapport du Conseil d'administration de la société cible et la Fairness Opinion de PricewaterhouseCoopers SA n'ont pas fait l'objet de notre examen.

L'Offrante est responsable de l'établissement du Prospectus d'Offre. Notre mission consiste à vérifier et à apprécier ledit Prospectus. Nous attestons que nous remplissons les exigences d'indépendance conformément au droit des offres publiques d'acquisition et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Notre contrôle a été effectué conformément à la Norme d'audit suisse 880 selon laquelle un contrôle en accord avec l'art. 128 LIMF doit être planifié et réalisé de telle manière que l'exhaustivité formelle du Prospectus d'Offre selon la LIMF et les ordonnances soit établie et que les anomalies significatives soient constatées avec une assurance raisonnable, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs, même si les chiffres 3 à 6 suivants ne sont pas établis avec la même assurance que les chiffres 1 et 2. Nous avons vérifié les indications figurant dans le prospectus en procédant à des analyses et à des examens par sondages. Notre travail a par ailleurs consisté à évaluer dans quelle mesure la LIMF et les ordonnances ont été respectées. Nous estimons que notre contrôle constitue une base suffisante pour former notre opinion.

Selon notre appréciation:

1. L'Offrante a pris les mesures nécessaires pour que les fonds requis soient disponibles au jour de l'exécution de l'offre;
2. la Best Price Rule a été respectée jusqu'à la publication de l'offre.

De plus, nous n'avons pas constaté de faits desquels nous devrions conclure que:

3. l'égalité de traitement des destinataires de l'offre n'a pas été respectée;
4. le Prospectus d'Offre ne répond pas aux critères d'exhaustivité et d'exactitude selon la LIMF et les ordonnances d'application;
5. le Prospectus d'Offre n'est pas conforme à la LIMF et aux ordonnances d'application;
6. les dispositions relatives aux effets de l'annonce préalable de l'offre n'ont pas été respectées.

Le présent rapport ne saurait constituer une recommandation d'acceptation ou de refus de l'offre ni une attestation (Fairness Opinion) portant sur l'adéquation financière du prix de l'offre.

Deloitte SA

Patrick Fawer

Fabian Hell

Zurich, le 31 juillet 2018

F. Rapport du conseil d'administration de Banque Cler au sens de l'art. 132 LIMF

Rapport du Conseil d'administration de la Banque Cler SA selon l'article 132 LIMF

Le Conseil d'administration de la Banque Cler SA ("**Conseil d'administration**" – concernant la récusation de deux membres du Conseil d'administration, voir chiffre B 1.1), dont le siège est à Bâle, Suisse ("**Banque Cler**" ou "**Société**"), prend par le présent rapport position, selon l'art. 132 de la Loi fédérale sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés ("**LIMF**") et des arts. 30 - 34 de l'Ordonnance sur les OPA, sur l'offre publique d'acquisition ("**Offre**") de la Banque Cantonale de Bâle, ayant son siège à Bâle, Suisse ("**Offrante**" ou "**Banque Cantonale de Bâle**"), portant sur toutes les actions au porteur de la Banque Cler en mains du public d'une valeur nominale de CHF 20 chacune (individuellement une "**Action Banque Cler**").

A Recommandation du Conseil d'administration et motifs

1 Recommandation

Sur la base d'un examen approfondi de l'Offre et compte tenu de l'attestation d'équité (*fairness opinion*) de PricewaterhouseCoopers SA, Bâle ("**PwC**"), qui fait partie intégrante du présent rapport (cf. chiffre A.2.1 ci-dessous), le Conseil d'administration, dont deux membres se sont récusés à cause d'un conflit d'intérêts, a décidé par 4 voix contre 1 de recommander aux actionnaires de la Banque Cler d'accepter l'Offre soumise par l'Offrante respectivement de présenter les Actions Banque Cler sous ladite Offre.

2 Motifs

2.1 Prix de l'Offre

Le prix offert par l'Offrante s'élève à CHF 52 nets en espèces par Action Banque Cler ("**Prix de l'Offre**") et correspond à une prime de 23.0% par rapport au cours moyen pondéré en fonction du volume des transactions en bourse des Actions Banque Cler au cours des soixante (60) derniers jours de bourse à la SIX Swiss Exchange SA avant la publication de l'annonce préalable (qui s'élève à CHF 42.28).

2.2 Attestation d'équité (*fairness opinion*)

Le Conseil d'administration a mandaté PwC, en qualité d'expert indépendant, afin d'établir une attestation sur le caractère équitable du Prix de l'Offre d'un point de vue financier. Sur la base et sous réserve des suppositions qui y figurent, lesquelles ont été soumises à un examen critique par le Conseil d'administration, PwC a, dans sa *fairness opinion* du 31 juillet 2018, se fondant sur la méthode principale d'évaluation, soit le modèle d'actualisation des dividendes (Dividend Discount Model), déterminé une fourchette de valeur de CHF 49 à CHF 55, et est arrivé à la conclusion que le Prix de l'Offre est à considérer comme équitable et approprié d'un point de vue financier. La *fairness opinion* peut être commandée sans frais en allemand et en français auprès de la Banque Cler SA, Aeschenplatz 3, 4052 Basel, Schweiz (Tél: +41 61 286 25 36, Fax: +41 61 286 28 34, Courriel: generalsekretariat@cler.ch) et peut également être consultée sous <https://www.cler.ch/de/bank-cler/investor-relations/>.

2.3 La Banque Cantonale de Bâle est déjà l'actionnaire majoritaire de la Banque Cler

Déjà avant le lancement de l'Offre, la Banque Cantonale de Bâle exerce le contrôle sur la Banque Cler, c'est-à-dire indépendamment de l'aboutissement de l'Offre. L'Offre n'a pas été coordonnée avec la Banque Cler avant la soumission.

Selon les informations figurant dans le prospectus d'offre, la Banque Cantonale de Bâle a l'intention d'obtenir le contrôle total sur la Banque Cler par l'Offre, afin d'exploiter encore mieux le potentiel des synergies et de croissance. Les mesures possibles mentionnées sont la simplification de la structure de direction du groupe ou le regroupement respectivement l'externalisation des services à des tiers. A cet égard, la Banque Cantonale de Bâle indique qu'elle a déjà commencé à mener des enquêtes sur les mesures réalisables. Etant donné que, hormis les informations révélées dans le prospectus d'offre, le Conseil d'administration n'a pas connaissance des intentions ou projets de la Banque Cantonale de Bâle, il n'est pas en mesure de déterminer comment le renforcement de l'utilisation envisagée des potentiels de synergies et de croissance affectera la Banque Cler, ses actionnaires ou les autres parties intéressées. Cependant, dans la convention de transaction, la Banque Cantonale de Bâle a assuré que la réalisation des possibilités de synergies et une réduction de postes qui y est éventuellement liée seront mises en œuvre d'une manière socialement acceptable.

En outre, dans la convention de transaction, la Banque Cantonale de Bâle confirme que les intentions de l'Offrante par rapport à la Banque Cler, exprimées dans le prospectus d'offre, sont complètes et vraies et que, pour l'instant, aucun projet concernant l'Offre actuelle pouvant donner lieu à un report de l'annonce selon l'art. 54 du Règlement de cotation ("**RC**") n'est prévu.

Il faut toutefois partir du principe qu'en cas de réalisation de l'Offre les actionnaires qui ne présentent pas leurs titres à l'acceptation seront dans une position minoritaire faible et ne pourront influencer ni directement ni indirectement la manière dont les potentiels de synergies et de croissance seront exploités.

2.4 Future stratégie de la Banque Cler

Le marché bancaire suisse traverse une phase de consolidation. Les activités principales des banques sont mises sous pression et se trouvent face à une concurrence accrue des banques numériques et d'autres compétiteurs, comme les assurances ou les groupes technologiques.

Le Conseil d'administration a discuté en profondeur les conséquences potentielles de la prise de contrôle totale pour la Banque Cler. La stratégie de la Banque Cler est déjà coordonnée au sein du groupe avec l'Offrante. Dans la convention de transaction, la Banque Cantonale de Bâle confirme que les activités de la Banque Cler seront poursuivies dans le cadre d'une "filiale indépendante de l'Offrante avec un réseau de filiales propre et une présence indépendante sur le marché conformément à sa stratégie actuelle." Compte tenu de cette assurance, le Conseil d'administration présume que l'activité commerciale décrite dans le rapport de gestion 2017 (voir le rapport annuel 2017, p. 7-25) et la stratégie de l'entreprise (p. 12 ss) pourront être continuées, que les investissements nécessaires à réaliser la stratégie seront effectués (voir le rapport de gestion 2017 dans le rapport annuel 2017, p. 13) et que la gestion

financière se déroulera systématiquement selon le principe de la gestion bancaire en fonction de la valeur telle qu'elle est présentée dans le rapport de gestion (p. 15 s).

Malgré la décotation prévue des Actions Banque Cler, il ne devrait pas y avoir un effet négatif sur l'activité principale et les possibilités optimales de financement de cette dernière (une décotation des emprunts de la Banque Cler n'est pas envisagée – concernant la décotation des Actions Banque Cler voir sous chiffre A.2.5 ci-dessous). Sans mesures supplémentaires, la faible liquidité commerciale et l'absence de couverture par des analystes d'actions rendent difficile, déjà aujourd'hui, une augmentation substantielle de capital en particulier sans la participation de l'Offrante.

L'accès au marché des capitaux étrangers devrait persister aussi après la décotation. Actuellement, la Banque Cler dispose constamment d'une notation A- avec un Outlook stable par *fedafin* et une notation A avec un Outlook stable par la Banque Cantonale de Zurich.

Etant donné que, pour des raisons historiques, de nombreux actionnaires publics de la Banque Cler sont, en même temps, des clients, la prise de contrôle totale par la Banque Cantonale de Bâle risque d'entraîner une perte de clients. D'après le Conseil d'administration, plusieurs mesures seront prises pour éviter un tel développement.

2.5 Squeeze-Out et décotation

Si, après l'exécution de l'Offre ("**Exécution**"), la Banque Cantonale de Bâle détient plus de 98% des droits de vote de la Société, elle prévoit de demander auprès du tribunal compétent l'annulation des Actions Banque Cler restantes, au sens de l'art. 137 LIMF. Si, par contre, après l'Exécution, l'Offrante détient entre 90% et 98% des droits de vote de la Banque Cler, l'Offrante prévoit de dédommager en espèces les actionnaires minoritaires restants de la Banque Cler, dans le cadre d'une fusion avec dédommagement selon les arts. 8 al. 2 et 18 al. 5 de la Loi fédérale sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine ("**LFus**").

Les actionnaires restants peuvent ainsi être exclus de la Société de manière contraignante. Dans le cadre d'une fusion avec dédommagement, il se peut, dans certains cas, que le dédommagement diffère du Prix de l'Offre. Les conséquences fiscales d'une exclusion par le biais de l'annulation ou d'une fusion avec dédommagement sont décrites dans le paragraphe I.7 du prospectus de l'offre.

Le Conseil d'administration prend note que, suivant l'Exécution, la Banque Cantonale de Bâle va inciter la Société à faire décoter les Actions Banque Cler immédiatement de la SIX Swiss Exchange SA conformément aux dispositions de la SIX Swiss Exchange SA. Il faut s'attendre à ce que la décotation aura lieu dans un bref délai et va donc limiter considérablement la négociabilité des Actions Banque Cler.

2.6 Conclusion

En considération de ce qui précède, le Conseil d'administration est parvenu à la conclusion que l'Offre est dans l'intérêt des actionnaires de la Banque Cler, car le prix offert par l'Offrante est, selon la *fairness opinion* de PwC du 31 juillet 2018, équitable et approprié. Considérant que, dans la convention de transaction du 31 juillet 2018 (voir aussi le prospectus d'offre, D.4.1.), la Banque Cantonale de Bâle a donné l'assurance que les activités de la Banque Cler seront poursuivies dans le cadre d'une

"filiale indépendante de l'Offrante avec un réseau de filiales propre et une présence indépendante sur le marché conformément à sa stratégie actuelle" et de l'attente qui y est liée que les investissements nécessaires à réaliser la stratégie seront effectués (voir le rapport de gestion 2017 dans le rapport annuel 2017, p. 13), le Conseil d'administration est d'avis que l'Offre est également compatible avec les intérêts des autres parties intéressées (collaborateurs, clients et associés). De plus, considérant l'assurance qu'une réduction éventuelle de postes sera mise en œuvre d'une manière socialement acceptable, un développement durable de l'activité économique de la Banque Cler devrait être réalisable aussi dans l'intérêt des employés. En conséquence, le Conseil d'administration recommande aux actionnaires de la Banque Cler d'accepter l'Offre de l'Offrante respectivement de présenter les Actions Banque Cler sous l'Offre.

3 Conventions avec l'Offrante

Le 31 juillet 2018, la Banque Cler et la Banque Cantonale de Bâle ont conclu une convention de transaction (pour les éléments essentiels du contrat, voir la description dans le prospectus d'offre sous chiffre D.4.1). En rédigeant ce rapport et sa recommandation, le Conseil d'administration s'est fié à cette convention de transaction, notamment aux assurances de la Banque Cantonale de Bâle qui y sont mentionnées ; les aspects particulièrement pertinents de la convention de transaction ont déjà été mentionnés et expliqués sous chiffre A 2 ci-dessus.

Deux contrats-cadre existent entre l'Offrante et la Banque Cler stipulant une coopération renforcée entre les parties contractantes par le biais d'une fusion de plusieurs fonctions et processus dans des domaines communs d'infrastructure et d'activité. Les différents services seront réglés dans des contrats de service (Service Level Agreements) distincts pour chaque domaine d'infrastructure et d'activité. Par ce biais, les coopérations dans le groupe devraient être renforcées et, par la mise en œuvre de processus effectifs et efficaces d'une haute qualité, des effets de synergie et des économies de coûts devraient être réalisés (la structure du groupe et la coopération dans le groupe sont expliquées en détail dans le rapport annuel 2017 de la Banque Cler, à partir de p. 70).

Les contrats-cadre et les Service Level Agreements seront réexaminés en permanence dans le cadre de procédures ordinaires internes. Cela permet d'assurer que ces derniers correspondent aux exigences des standards internationaux, du régulateur, des lois et des conditions actuelles du marché. Des possibilités d'amélioration sont continuellement mises en œuvre de manière correspondante.

Indépendamment de cette Offre de la Banque Cantonale de Bâle, la Banque Cler a, au premier trimestre 2018, chargé PwC de conduire une évaluation approfondie des services de sourcing entre l'Offrante et la banque Cler. L'évaluation comprenait l'analyse et l'appréciation des contrats-cadre actuels et des trois Service Level Agreements spécifiques.

PwC a indiqué les éventuelles possibilités d'amélioration. Ces possibilités d'amélioration concernent essentiellement les procédures et la communication lors de l'évaluation périodique des prestations, mais elles sont globalement, d'un point de vue monétaire, négligeables. PwC conclut que les contrats-cadre et les Service Level Agreements examinés sont conformes au principe du prix de pleine concurrence et n'entraînent aucun transfert de bénéfices au sein le groupe. Par ailleurs, PwC a pris en

compte cet aspect dans sa *fairness opinion* et a conclu que les possibilités d'amélioration constatées n'influencent pas la notation de la Banque Cler (voir la *fairness opinion* de PwC, p. 15).

Par ailleurs, il n'y a pas d'accord contractuel ou d'autres relations entre la Banque Cler ou ses organes et l'Offrante qui sont essentiels pour l'Offre.

B Informations additionnelles requises par le droit suisse des OPA

1 Conflits d'intérêts

Au moment de l'annonce de l'Offre, l'Offrant détenait 75.8% du capital et des droits de vote de la Banque Cler. Selon les informations à notre disposition (c'est-à-dire *sur la base du prospectus d'offre*), au 31 juillet 2018, l'Offrante détient 77.52% du capital et des droits de vote de la Banque Cler.

Tous les membres du Conseil d'administration, qui ont participé à la prise de décision sur l'Offre (concernant la récusation de deux membres du Conseil d'administration en raison de leur double fonction comme membre du Conseil d'administration de la Banque Cler et du conseil de banque de la Banque Cantonale de Bâle voir B 1.1), ont été élus suite à l'évaluation par le Comité de rémunération et de nomination ("**CRN**"), à la demande du Conseil d'administration, lors de l'assemblée générale du 6 avril 2018 avec les votes de l'Offrante. La responsabilité pour la procédure de nomination de nouveaux, respectivement la réélection de membres du Conseil d'administration incombe exclusivement au CRN de la Banque Cler. Les intérêts de l'Offrante peuvent en principe être représentés dans ce comité de trois personnes par messieurs Dr. Andreas Sturm et Dr. Ralph Lewin qui sont tous les deux, en même temps, membres du conseil de banque de l'Offrante ; par contre, dans le cadre de la procédure de nomination, l'Offrante elle-même n'a qu'une possibilité informelle d'exprimer son point de vue sur les candidats proposés.

Comme mentionné, la Banque Cler fait partie du périmètre de consolidation de l'Offrante, raison pour laquelle certaines tâches pertinentes pour la Banque Cler en rapport avec la supervision réglementaire consolidée sont en partie accomplies par des comités de l'Offrante respectivement par des comités désignés conjointement. Le conseil de banque de l'Offrante exécute les tâches liées à la haute direction du groupe d'un point de vue réglementaire de l'Offrante et de la Banque Cler et, au niveau exécutif, l'Offrante et la Banque Cler désignent conjointement une direction du groupe. En outre, l'Offrante et la Banque Cler désignent ensemble un comité de groupe et de stratégie ("**CGS**"). Le CGS se compose de cinq à sept personnes. Le président du conseil de banque et le président du Conseil d'administration de la Banque Cler en font partie d'office. Les autres membres du CGS sont élus par le conseil de banque et le Conseil d'administration de la Banque Cler sur la demande du CRN respectif, le conseil de banque nommant deux à trois membres du CGS et le Conseil d'administration de la Banque Cler nommant un à deux membres du CGS. La direction du groupe prépare les affaires du CGS, lui soumet des rapports et lui adresse ses demandes à traiter. Ni la direction du groupe, ni le CGS n'ont le pouvoir de donner des instructions à la Banque Cler et ils ne peuvent pas prendre de décisions ayant des effets commerciaux directs pour la Banque Cler (voir le rapport sur la *Corporate Governance* sous "Structure du groupe et l'Actionnariat", rapport annuel 2017, p. 70 s).

Indépendamment du fait que la Banque Cler ne s'est pas, avant l'annonce, concertée avec l'Offrante au sujet de l'Offre, l'Offrante agit de concert avec la Banque Cler du point de vue du droit des OPA.

1.1 Membres du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de la Banque Cler se compose de sept membres : Dr. Andreas Sturm (président), Prof. Dr. Dr. Christian Wunderlin (vice-président), Dr. Sebastian Frehner, Barbara A. Heller, Christine Keller, Dr. Ralph Lewin et Andreea Prange.

Dr. Andreas Sturm et Dr. Ralph Lewin sont également membres du conseil de banque de l'Offrante et se sont récusés du conseil de banque de l'Offrante en rapport avec l'Offre. Indépendamment de cela, les deux membres se trouvent, en raison de leur double mandat concernant l'Offre, également dans un conflit d'intérêts au sens du droit de la société anonyme en rapport avec leur fonction de membre du Conseil d'administration. En cas de conflits d'intérêts, le Conseil d'administration doit prendre des mesures appropriées afin d'éviter que ces conflits d'intérêts n'aient des répercussions désavantageuses pour les destinataires de l'Offre et de garantir l'objectivité de ses décisions y compris leur préparation.

Pour assurer que les conflits d'intérêts possibles des membres du Conseil d'administration n'aient pas de répercussions désavantageuses pour les destinataires de l'Offre, le Conseil d'administration a commandé une *fairness opinion* de PwC en tant qu'expert indépendant concernant l'adéquation financière de l'Offre (voir A 2.2).

En outre, Dr. Andreas Sturm et Dr. Ralph Lewin n'ont, en raison de leur double mandat, pas participé aux délibérations et décisions du Conseil d'administration concernant l'Offre et se sont continuellement récusés jusqu'au terme de l'Offre.

Tous les autres membres du Conseil d'administration ne se trouvent pas dans une situation de conflit d'intérêts au sens du droit de la société anonyme. Certes, le Prof. Dr. Dr. Christian Wunderlin est un membre du CGS et Dr. Sebastian Frehner est le président du conseil de fondation de la caisse de retraite de l'Offrante. Mais, comme il a été mentionné, le CGS n'a aucun pouvoir d'instruction à l'égard de la Banque Cler et ne peut pas prendre de décisions ayant un effet commercial direct pour la Banque Cler. Dr. Sebastian Frehner représente les intérêts de la Banque Cler en tant qu'employeur dans le conseil de fondation de la caisse de retraite indépendante de l'Offrante, auprès de laquelle les employés de la Banque Cler sont également assurés.

Les autres membres du Conseil d'administration ne sont pas représentés dans des comités ou des organes de l'Offrante ou dans des comités communs de l'Offrante et de la Banque Cler. Ils ne sont pas non plus employés ou représentants de l'Offrante. Ils ne sont pas non plus impliqués dans une relation commerciale déterminante avec l'Offrante, une société contrôlée par celle-ci, ou une autre relation contractuelle ou une autre relation essentielle avec l'Offrante. Il n'existe pas de contrat de mandat avec l'Offrante et l'Offrante n'a, en particulier, aucun pouvoir d'instruction à l'égard de ces membres du Conseil d'administration.

À l'exception du Dr. Andreas Sturm et Dr. Ralph Lewin, aucun autre membre du Conseil d'administration ne se trouve ainsi dans une situation de conflit d'intérêts au sens du droit de la société anonyme par rapport à l'Offre. Par conséquent, considérant les

résultats de la *fairness opinion*, l'Offre a été évaluée exclusivement par le Prof. Dr. Dr. Christian Wunderlin, Dr. Sebastian Frehner, Barbara A. Heller, Christine Keller et Andreea Prange en tant que membres non-exécutifs qui ne se trouvent pas dans une situation de conflit d'intérêts pertinents au sens du droit de la société anonyme. Tous les membres du Conseil d'administration qui ont participé à la prise de décision sur l'Offre sont en outre des "membres indépendants" au sens de la circulaire 2017/1 de la FINMA: Corporate governance, gestion des risques et contrôle interne des banques (Cm. 18 ss).

A l'exception des faits décrits sous chiffre B 2 ci-après, l'Offre n'a pas de conséquences financières pour les membres du Conseil d'administration.

1.2 Membres de la direction

La direction est composée de Sandra Lienhart (CEO), Dr. René Saluz et Peter Schnellmann.

Du point de vue du Conseil d'administration, aucun des membres de la direction ne se trouve dans une situation de conflit d'intérêts. Certes, Sandra Lienhart et Peter Schnellmann font partie de la direction du groupe et Dr. René Saluz est un membre du conseil de fondation de la caisse de retraite de l'Offrante. Toutefois, comme mentionné ci-dessus, la direction du groupe n'a aucun pouvoir d'instruction à l'égard de la Banque Cler et ne peut pas prendre de décisions ayant un effet commercial direct pour la Banque Cler. Dans le conseil de fondation de la caisse de retraite indépendante de l'Offrante, auprès de laquelle les employés de la Banque Cler sont également assurés, Dr. René Saluz représente les intérêts de la Banque Cler en tant qu'employeur.

En outre, les membres de la direction ne sont ni employés ni représentants de l'Offrante. Ils ne sont pas non plus impliqués dans une relation commerciale essentielle pour l'Offrante, une société dominée par cette dernière, ou dans une autre relation contractuelle ou autre relation essentielle pour l'Offrante.

A l'exception des faits décrits sous chiffres B 2.1 à 2.4, l'Offre n'a pas de conséquences financières pour les membres de la direction.

2 Conséquences financières de l'Offre pour les membres du Conseil d'administration et de la direction

2.1 Plans de participation des membres du Conseil d'administration et de la direction

Jusqu'à la fin de l'année commerciale 2015, les membres de la direction recevaient une partie de la rémunération liée aux résultats sous forme d'actions de la Société avec une période de blocage de cinq ans. En outre, cette partie de la rémunération liée aux résultats a été reportée jusqu'au 30 juin de la troisième année civile suivant l'année commerciale pour laquelle la rémunération liée aux résultats a été fixée. Lesdites actions ne sont transférées qu'après l'écoulement de la période de report ; la période de blocage de cinq ans continue à courir indépendamment de cela. Il n'existe plus de rémunérations reportées sous forme d'actions.

Depuis l'année commerciale 2016, la Société ne fixe plus de rémunérations liées aux résultats sous forme d'actions. Des titres de participation ne sont offerts aux employés que pour les années de jubilé et ce indépendamment des résultats.

Depuis l'année commerciale 2010, les membres du Conseil d'administration n'obtiennent plus de rémunérations liées aux résultats sous forme d'actions. Les actions de la Société transférées au Conseil d'administration comme indemnisation liée à leur fonction sont assorties d'une période de blocage de cinq ans. La Banque Cler se procure les titres nécessaires sur le marché au moment de l'attribution et les attribue immédiatement aux destinataires. Concernant le prix d'émission des actions, le cours de bourse au moment de l'attribution est en principe déterminant, étant entendu que l'émission des actions a lieu à un prix réduit tenant compte des règles pertinentes des autorités fiscales.

Pour plus d'informations concernant le modèle de rémunération, veuillez consulter les rapports de gestion de la Banque Cler disponibles sous <https://www.cler.ch/de/bank-cler/investor-relations/geschäftsbericht/>.

2.2 Actions Banque Cler détenues par des membres du Conseil d'administration

Au moment de la publication du présent rapport, les membres du Conseil d'administration détiennent les Actions Banque Cler suivantes:

Nom	Actions Banque Cler non bloquées	Actions Banque Cler bloquées
Dr. Andreas Sturm	0	464
Prof. Dr. Dr. Christian Wunderlin	0	313
Dr. Sebastian Frehner	0	163
Barbara A. Heller	0	42
Christine Keller	458	300
Dr. Ralph Lewin	825	1'333
Andreea Prange	0	0

Les actions bloquées sont bloquées respectivement pour cinq ans à compter de la date d'émission. Les différentes tranches des Actions Banque Cler émises pour les années commerciales 2013 jusqu'à 2017 arrivent à échéance entre le 10 avril 2019 et le 31 décembre 2022.

2.3 Actions Banque Cler détenues par des membres de la direction

Au moment de la publication du présent rapport, les membres de la direction détiennent les Actions Banque Cler suivantes:

Nom	Actions Banque Cler non bloquées	Actions Banque Cler bloquées
Sandra Lienhart	4'799	4'018
Dr. René Saluz	130	804
Peter Schnellmann	0	0

Les actions bloquées sont bloquées respectivement pour cinq ans à compter de la date d'émission. Les différentes tranches des Actions Banque Cler émises pour les années commerciales 2013 jusqu'à 2017 arrivent à échéance entre le 10 avril 2019 et le 12 avril 2021.

2.4 Annulation des périodes de blocage

Le 25 juillet 2018, le Conseil d'administration a décidé de lever tous les délais de blocage sans remplacement pour des actions bloquées issues dans le cadre de l'ancien programme de participation des collaborateurs respectivement attribuées aux membres du Conseil d'administration comme rémunération, à la condition que l'Offre de la Banque Cantonale de Bâle aboutisse dans le délai de l'Offre (éventuellement prolongeable une ou plusieurs fois). Cela permettra aux personnes concernées de présenter à l'Offre leurs actions dans le délai supplémentaire.

2.5 Intention concernant l'Offre

A l'exception d'un seul membre du Conseil d'administration, tous les membres du Conseil d'administration et de la direction ont indiqué leur intention d'apporter à l'Offre les Actions Banque Cler qu'ils détiennent, un total de 12'891 Actions Banque Cler.

2.6 Dédommagements et avantages

Hormis l'annulation des périodes de blocage en cas d'aboutissement de l'Offre mentionnée sous chiffre 2.4, les membres du Conseil d'administration et de la direction n'obtiennent pas de dédommagement, d'indemnité de départ ou d'autres avantages du fait de l'Offre. En outre, les contrats de travail des membres de la direction ne contiennent pas de clauses de changement de contrôle.

3 Comité ad-hoc du Conseil d'administration

Au cours de sa séance du 21 juin 2018, le Conseil d'administration a décidé de déléguer les tâches destinées au soutien du Conseil d'administration de la Banque Cler dans le cadre du respect des devoirs liés au droit des actions et des OPA au Prof. Dr. Dr. Christian Wunderlin. A cet effet, le Conseil d'administration a en outre décidé, au cours de sa séance du 6 juillet 2018, de créer un comité ad-hoc. Prof. Dr. Dr. Wunderlin a été élu comme président et Barbara Heller comme membre de ce comité. L'indemnisation dans ce comité sera effectuée dans le cadre du forfait de fonction d'un

président ou membre d'un comité permanent. Les rémunérations sont ainsi intégrées dans la structure de rémunération existante de la Banque Cler.

Pour plus d'informations concernant la rémunération du Conseil d'administration, veuillez consulter les rapports de gestion de la Banque Cler disponibles sous <https://www.cler.ch/de/bank-cler/investor-relations/geschäftsbericht/>.

4 Intentions des actionnaires qui détiennent plus de 3% du capital-actions

A la connaissance du Conseil d'administration, au moment de la publication du présent rapport, seule la Banque Cantonale de Bâle détient plus de 3% des Actions Banque Cler, à savoir, au 31 juillet 2018, un total de 13'081'374 Actions Banque Cler, ce qui correspondant à 77.52% du capital-actions et des droits de vote de la Banque Cler.

5 Mesures de défenses selon l'art. 132 al. 2 LIMF

Le Conseil d'administration n'a pas pris de mesures de défense contre l'Offre et n'a en outre pas connaissance d'autres mesures de défense. Le Conseil d'administration n'a pas non plus l'intention de prendre des mesures de défense à l'avenir ou de proposer à une assemblée générale extraordinaire de prendre de telles mesures.

6 Rapport financier; changements importants dans le patrimoine, la situation financière, les résultats et les perspectives commerciales

Le rapport semestriel au 30 juin 2018 non-audité, mais soumis à une révision limitée par KPMG, l'organe de révision de la Banque Cler, a été publié le 19 juillet 2018. Les rapports annuels et semestriels de la Banque Cler sont disponibles sous <https://www.cler.ch/de/bank-cler/investor-relations/geschäftsbericht/>.

Le rapport semestriel de la Banque Cler au 30 juin 2018 fait partie du présent rapport. Sous réserve de la transaction sous-jacente au présent rapport, depuis la publication du rapport semestriel le 19 juillet 2018, le Conseil d'administration n'a pas connaissance de changements importants des perspectives commerciales ou dans le patrimoine, de la situation financière ou des résultats de la Banque Cler, qui seraient susceptibles d'influencer la décision des actionnaires de la Banque Cler en lien avec l'Offre de l'Offrante.

Bâle, le 31 juillet 2018

Pour le Conseil d'administration de Banque Cler SA

Prof. Dr. Dr. Christian Wunderlin
Vice-président du Conseil d'administration

G. Décision de la Commission des OPA

Le 31 juillet 2018, la Commission des OPA a rendu la décision suivante avec le numéro 699/01:

1. L'offre publique d'acquisition de Banque Cantonale de Bâle aux actionnaires de Banque Cler SA est conforme à la législation sur les offres publiques d'acquisition.

2. Cette décision sera publiée le jour de la publication du prospectus d'offre sur le site internet de la Commission des OPA.
3. L'émolument à la charge de Banque Cantonale de Bâle est fixé à CHF 106'550.

H. Droits des actionnaires de Banque Cler

1. Requête visant à obtenir la qualité de partie (art. 57 OOPA)

Les actionnaires de Banque Cler détenant depuis le 20 juin 2018 une participation d'au moins 3% des droits de vote de Banque Cler, exerçables ou non (une "**Participation Qualifiée**") (chacun, un "**Actionnaire Qualifié**"), obtiendront la qualité de partie lorsqu'ils en feront la requête à la COPA. La requête d'un Actionnaire Qualifié pour obtenir la qualité de partie doit parvenir à la COPA (Stockerstrasse 54, CH-8002 Zurich; Fax: +41 (0)44 283 17 40) dans les cinq (5) Jours de Négocie suivant la date de publication de la décision de la COPA (cf. la section G [*Décision de la Commission des OPA*]). Le délai commence à courir le premier Jour de Négocie qui suit la publication de la décision de la COPA sur le site internet de la COPA. La preuve de la participation détenue par le requérant doit être jointe à la requête. La COPA peut en tout temps exiger le renouvellement de la preuve que l'Actionnaire Qualifié détient toujours une Participation Qualifiée. La qualité de partie reste acquise pour toutes décisions ultérieures rendues en relation avec l'Offre suisse, pour autant que l'Actionnaire Qualifié continue à détenir une Participation Qualifiée.

2. Opposition (art. 58 OOPA)

Un Actionnaire Qualifié peut former opposition contre la décision de la COPA portant sur l'Offre (cf. la section G [*Décision de la Commission des OPA*]). L'opposition doit parvenir à la COPA (Stockerstrasse 54, CH-8002 Zurich; Fax: +41 (0)44 283 17 40) dans les cinq (5) Jours de Négocie suivant la publication de la décision de la COPA. Le délai commence à courir le premier Jour de Négocie qui suit la publication de la décision de la COPA sur le site internet de la COPA. L'opposition doit comporter une conclusion et une motivation sommaire ainsi que la preuve de la Participation Qualifiée depuis le 20 juin 2018.

I. Exécution de l'Offre

1. Information / Déclaration d'acceptation

Les actionnaires de Banque Cler qui détiennent leurs Actions Banque Cler dans un dépôt bancaire seront informés de l'Offre par leur banque dépositaire. Les actionnaires qui souhaitent accepter l'Offre sont priés d'agir conformément aux instructions de leur banque dépositaire.

Les actionnaires de Banque Cler qui détiennent leurs Actions Banque Cler existant sous la forme d'un certificat chez eux ou dans un coffre-fort bancaire sont priés de remplir de façon complète le formulaire "Déclaration d'acceptation et de cession" disponible gratuitement auprès de leur banque ou auprès de chaque établissement suisse de la

Banque Cantonale de Bâle et de la Banque Cler, de signer ce formulaire et de le remettre au plus tard le 13 septembre 2018 respectivement le 3 octobre 2018, à 16:00 (HAEC) (heure de réception) avec les certificats d'actions, non-annulés, auprès de leur banque ou auprès d'un établissement suisse de la Banque Cantonale de Bâle ou de la Banque Cler.

2. **Banque mandatée**

L'Offrante est elle-même chargée de l'exécution de l'Offre et agit en tant que banque mandatée pour l'exécution.

3. **Actions Banque Cler présentées à l'acceptation**

Les Actions Banque Cler présentées à l'acceptation par toute banque dépositaire deviennent bloquées et ne peuvent plus être négociées.

4. **Paiement du Prix de l'Offre / Date de l'Exécution**

Le paiement du Prix de l'Offre pour les Actions Banque Cler valablement présentées à l'acceptation pendant la Durée de l'Offre et le Délai Supplémentaire d'Acceptation aura vraisemblablement lieu le ou autour du 17 octobre 2018 (la "**Date d'Exécution**"). Demeurent réservés une prolongation de la Durée de l'Offre conformément à la section A.5 (*Durée de l'Offre*) ou un report de l'Exécution selon la section A.7.3 (*Durée de validité des Conditions de l'Offre et Report*); dans ces cas, la Date d'Exécution sera différée en conséquence.

5. **Annulation et Décotation**

Comme indiqué à la section D.3 (*Intentions de l'Offrante concernant Banque Cler, son conseil d'administration et sa direction*), l'Offrante a l'intention, après l'Exécution, de faire annuler les Actions Banque Cler restant en mains du public conformément à l'art. 137 LIMF ou de fusionner Banque Cler avec l'Offrante, respectivement une société suisse directement ou indirectement contrôlée par l'Offrante. Dans le cadre d'une telle fusion, et pour autant que les conditions juridiques soient réalisées, les actionnaires restants n'obtiendraient pas des parts de la société reprenante, mais un dédommagement (en espèces).

En outre, l'Offrante a l'intention de demander à Banque Cler, après l'Exécution de l'Offre, de requérir la décotation des Actions Banque Cler auprès de la SIX selon les dispositions de la SIX (à cet égard, cf. la section D.4.1 (*Conventions en rapport avec l'Offre entre l'Offrante et ses actionnaires ainsi que Banque Cler*)).

6. **Frais et impôts**

La présentation à l'acceptation, pendant la Durée de l'Offre et le Délai Supplémentaire d'Acceptation (lesquels dépendent d'éventuelles prolongations), d'Actions Banque Cler déposées sur un compte de dépôt auprès d'une banque en Suisse est franche de frais et d'impôts. Le droit de timbre fédéral de négociation sera pris en charge par l'Offrante.

7. Conséquences fiscales possibles

Conséquences fiscales pour les actionnaires présentant leurs actions à l'acceptation et pour les actionnaires ne présentant pas leurs actions à l'acceptation en cas de procédure d'annulation des titres de participation restants conformément à l'art. 137 LIMF

En général, l'acceptation de l'Offre et la vente d'Actions Banque Cler engendrent les conséquences fiscales suivantes:

- Les actionnaires de Banque Cler ayant leur domicile fiscal en Suisse et qui détiennent leurs Actions Banque Cler dans leur fortune privée réalisent, selon les principes généraux du droit suisse en matière d'impôt sur le revenu, un gain en capital privé franc d'impôts ou une perte en capital fiscalement non déductible, à moins que l'actionnaire ne doive être qualifié de commerçant professionnel de titres.
- Les actionnaires de Banque Cler ayant leur domicile fiscal en Suisse et qui détiennent leurs Actions Banque Cler dans leur fortune commerciale ou qui sont qualifiés de commerçants de titres professionnels réalisent, selon les principes généraux du droit suisse en matière d'impôt sur le revenu respectivement sur le bénéfice, un gain en capital imposable ou une perte en capital fiscalement déductible.
- La vente d'Actions Banque Cler dans le cadre de cette Offre ne fait pas l'objet d'un impôt anticipé.

Si l'Offrante, après l'Exécution de l'Offre, détient plus de 98% des droits de vote dans Banque Cler et qu'elle requiert l'annulation des Actions Banque Cler restant en mains du public contre dédommagement par l'Offrante conformément à l'art. 137 LIMF (cf. la section I.5 [*Annulation et Décotation*]), les conséquences fiscales pour les actionnaires de Banque Cler n'ayant pas accepté l'Offre seront en principe identiques aux conséquences fiscales en cas de présentation de leurs Actions Banque Cler à l'acceptation dans le cadre de l'Offre.

Conséquences fiscales pour les actionnaires qui ne présentent pas leurs Actions Banque Cler à l'acceptation en cas de fusion avec dédommagement

Si au moins 90%, mais pas plus de 98% des Actions Banque Cler sont présentées à l'acceptation dans le cadre de l'Offre, l'Offrante prévoit de fusionner Banque Cler avec l'Offrante ou une société suisse directement ou indirectement contrôlée par l'Offrante. Dans le cadre d'une telle fusion, les actionnaires publics restants n'obtiendront qu'un dédommagement en espèces. Les conséquences fiscales suisses d'une telle fusion avec dédommagement peuvent, en fonction de la structure de la fusion, être significativement plus négatives qu'une acceptation de l'Offre pour les personnes ayant leur domicile fiscal en Suisse et qui détiennent leurs Actions Banque Cler dans leur fortune privée, ainsi que pour les investisseurs étrangers.

Il est expressément recommandé à tous les actionnaires de Banque Cler et aux bénéficiaires économiques d'Actions Banque Cler de consulter leurs

propres conseillers fiscaux pour déterminer les conséquences fiscales de la présente Offre en Suisse et à l'étranger.

J. Calendrier indicatif

2 août 2018	Publication du Prospectus d'Offre
3 août 2018	Début du Délai de Carence
16 août 2018	Fin du Délai de Carence
17 août 2018	Début de la Durée de l'Offre
13 septembre 2018	Fin de la Durée de l'Offre, 16h00 HAEC*
14 septembre 2018	Avis provisoire sur les résultats intermédiaires de l'Offre*
19 septembre 2018	Avis définitif sur les résultats intermédiaires de l'Offre*
20 septembre 2018	Début du Délai Supplémentaire d'Acceptation*
3 octobre 2018	Fin du Délai Supplémentaire d'Acceptation, 16h00 HAEC*
4 octobre 2018	Avis provisoire sur les résultats définitifs de l'Offre*
9 octobre 2018	Avis final sur les résultats définitifs de l'Offre*
17 octobre 2018	Exécution de l'Offre*

* L'Offrante se réserve le droit de requérir une ou plusieurs fois la prolongation de la Durée de l'Offre conformément à la section A.5 (*Durée de l'Offre*), ce qui engendrerait un report des dates ci-dessus. L'Offrante se réserve également le droit de reporter l'Exécution conformément à la section A.7.3 (*Durée de validité des Conditions de l'Offre et Report*).

K. Droit applicable et for

L'Offre et tous les droits et obligations réciproques qui en découlent sont soumis au droit matériel suisse. Le for exclusif pour tout litige découlant de ou en rapport avec la présente Offre est à Bâle, Suisse.

L. Publications

Le Prospectus d'Offre ainsi que l'ensemble des autres publications en rapport avec l'Offre seront publiés sur le site internet de l'Offrante (<https://www.bkb.ch/BaslerKantonalbank/Medien/Mitteilungen/Medienmitteilungen> et <https://www.bkb.ch/BaslerKantonalbank/Medien/Mitteilungen/Uebnahmeangebot> [site internet en langue allemande uniquement]) et seront communiqués sous forme

électronique à des prestataires d'information importants ainsi qu'à la Commission des OPA.

Le Prospectus d'Offre peut être obtenu sans frais dans sa version allemande ou française auprès de l'Offrante: Banque Cantonale de Bâle, Gestion du matériel, Case postale, 4002 Bâle, Suisse, E-Mail: rene.andri@bkb.ch, tél.: +41 (0)61 266 25 08, fax: +41 (0)61 266 31 86.